



▶ ALAN HOLLINGHURST, plongée dans la société britannique
▶ JEAN-FRANÇOIS BRAUNSTEIN et les philosophes Folamour
▶ MARY BEARD, les femmes et le pouvoir
▶ Amazon et les libraires

Loi de bioéthique : le dossier à hauts risques de Macron

▶ L'exécutif redoute que le débat sur l'ouverture de la procréation médicalement assistée (PMA) à toutes les femmes soit aussi agité que celui du mariage gay

▶ L'Élysée espère conforter l'aile gauche de la majorité; la droite et l'extrême droite y voient le moyen de mobiliser contre « la marchandisation des corps »

▶ Agnès Buzyn, la ministre de la santé, portera ce débat sensible au Parlement et souhaite qu'il ne soit pas « hystérisé »

PAGES 10-11 ET DÉBATS PAGES 20-21

ÉDITORIAL

LA NÉCESSAIRE RÉVISION DE LA LOI

PAGE 23

Guerre d'Algérie Des Maurice Audin par milliers

LA RECONNAISSANCE, le 13 septembre, de la responsabilité de l'État dans l'assassinat de Maurice Audin en Algérie et la promesse d'ouvrir les archives ont suscité un grand espoir parmi les victimes de l'histoire coloniale.

Le collectif des parties civiles pour le Rwanda espère qu'Emmanuel Macron reconnaîtra le rôle de la France auprès des génocidaires; la veuve du juge Borrel, tué à Djibouti, réclame justice, tout comme les descendants des tirailleurs exécutés dans le camp de Thiaroye, au Sénégal, en 1944. Les familles des milliers d'Algériens disparus souhaitent elles aussi que lumière soit faite.

PAGE 6

Planète

L'inquiétante disparition des zones humides

PAGE 8



Tiger Woods à l'entraînement, le 26 septembre.
ERIC FEFERBERG/AFP

DU BUSINESS SUR LE GREEN

▶ Près de 300 000 personnes sont attendues, à partir de vendredi, pour la Ryder Cup, dans les Yvelines

▶ Le golf et le monde des affaires ont toujours fait bon ménage, même si les patrons évitent de l'avouer

CAHIER ÉCO - PAGE 2

Société

A Beaune, le racisme en silence

Dans cette ville de Bourgogne, un soir de juillet, un fait divers, des coups de feu et des insultes ont révélé un malaise latent et l'existence de deux mondes séparés

PAGE 9

Syrie

A Deraa, le retour du régime policier

Dans le berceau de l'insurrection, les habitants vivent de nouveau sous la férule des services de sécurité

PAGE 2

Education

Comment revoir le système d'évaluation dans l'enseignement

PAGE 14

Royaume-Uni

Corbyn affirme vouloir tourner la page de l'austérité

CAHIER ÉCO - PAGE 3

Automobile

« Dr Z. », le patron de Daimler depuis treize ans, passe la main

CAHIER ÉCO - PAGE 5

Histoire

La plume inconnue de la V^e République

Jérôme Solal-Céligny a été l'un des rédacteurs de la Constitution. Les archives qu'il a laissées racontent comment ce texte fut écrit en un temps record

PAGE 15

Entretien

Philippe Jordan tire le bilan de dix ans à la tête de l'Opéra de Paris

Le chef d'orchestre suisse doit quitter en 2020 l'institution lyrique. Il décrit la philosophie qui l'a animé pendant ce long bail

PAGE 16

LE REGARD DE PLANTU



Chloé

TESS
en cuir de veau lisse et velours sepia

50, avenue MONTAIGNE, Paris 8^e
253, rue SAINT-HONORÉ, Paris 1^{er}
CHLOE.COM

Agnès Buzyn prête à donner de la voix

En plus des plans santé et pauvreté, la très technique ministre de la santé devra défendre, dans les mois à venir, l'ouverture de la PMA aux femmes célibataires et aux couples lesbiens

PORTRAIT

Je suis très énervée!» Mains croisées devant elle, dos droit sous sa veste de tailleur blanche, Agnès Buzyn fronce les sourcils. Assise à sa table de travail, dans son vaste bureau de l'avenue Duquesne, à Paris, la ministre des solidarités et de la santé ne digère pas les critiques dont a fait l'objet le plan de lutte contre la pauvreté présenté le 13 septembre. «Trop de mauvaise foi et de postures», gronde l'hématologue de 55 ans. «Les mêmes disent en privé que c'est bien et l'inverse quand ils sont en public. C'est très difficile pour moi», confie-t-elle au Monde, désarmante de sincérité.

Agnès Buzyn n'en a pourtant pas fini avec le combat politique. Après la stratégie de lutte contre la pauvreté et le plan santé – deux chantiers lourds repoussés à plusieurs reprises et dévoilés ces dernières semaines au côté d'Emmanuel Macron –, la ministre venue de la société civile défend depuis mardi 25 septembre, avec son collègue du budget, Gérard Darmanin, le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2019, «exact reflet des transformations engagées» selon elle.

Ce rendez-vous, la novice en politique dit l'aborder le mors aux dents. Fini de se laisser caricaturer en bourgeoise lisse et bien élevée. «Je me rends compte que bien faire ne suffit pas, qu'il faut aussi avoir une voix qui porte, sans tomber dans la caricature de politicienne», souligne cette admiratrice de Winston Churchill, les yeux bleus soudain plus durs. «Maintenant que les réformes sont là, j'ai des choses à porter, vous allez m'entendre! Je vais être plus punchy. Je vais attaquer, moi aussi!»

Manque de chance ou d'expérience, sa première mise en pratique lui a valu une volée de bois vert. Répondant, le 18 septembre dans l'Hémicycle aux reproches de Jean-Hugues Ratenon, député (La France insoumise) de La Réunion, Agnès Buzyn, d'habitude mesurée, s'emballa et l'accusa de ne pas vouloir résoudre la pauvreté «car vous en vivez! Vous vous en nourrissez!» Problème, l'intéressé bénéficiait lui-même du revenu de solidarité active (RSA) avant d'être élu. Contrite, la ministre lui a envoyé un mot manuscrit expliquant que sa réponse traduisait «un propos politique mais nullement une attaque personnelle».

«Spontanéité»

Agnès Buzyn est, il est vrai, une habituée des impairs. En juillet, elle avait annoncé le report du plan pauvreté pour cause de Coupe du monde de football. Pas très politiquement correct. «Le président a décidé de le reporter au moment où je m'exprimais», justifie-t-elle. Quelques jours plus tôt, elle avait également tenté d'excuser l'expression «pognon de dingue» utilisée par Emmanuel Macron pour désigner les aides

«En politique, on est obligé d'affronter les projecteurs. L'action ne suffit pas, il faut hurler sur les toits»

AGNÈS BUZYN

sociales. «C'était une conversation privée autour d'un discours», avait-elle défendu, oubliant que la vidéo avait été volontairement mise en ligne par l'Élysée.

Elle refuse pour autant de parler de «couac» et préfère évoquer sa «spontanéité». «Sinon, c'est comme ça qu'on arrive à de la langue de bois. Je suis souvent surprise de voir comment ça s'emballa sur un mot. Au début, je le vivais très mal. Maintenant, je sais que ça n'a qu'un temps.» Un de ses lapsus lui vaut tout de même d'être nommée pour le prix de l'humour politique. En mars, à l'Assemblée nationale, elle avait lancé: «Monsieur le président, mesdames et messieurs les retraités...», avant d'éclater de rire.

Fille d'un rescapé d'Auschwitz, lui-même chirurgien orthopédiste, l'ancienne élève de la chic Ecole alsacienne, à Paris, est devenue une spécialiste reconnue de la greffe de moelle osseuse avant de diriger trois institutions sanitaires de renom. Un parcours qui lui a facilité la tâche pour retisser des liens très distendus avec les médecins sous le précédent mandat.

«C'est peut-être la première fois qu'on a une ministre médecin qui n'oublie pas qu'elle est médecin une fois qu'elle est ministre», se félicite Patrick Bouet, président du Conseil national de l'ordre des médecins. Un ancien député socialiste regrette, lui, qu'Agnès Buzyn se définisse «avant tout comme un médecin et non comme la ministre des patients, c'est un choix». Reste qu'en multipliant depuis un an les constats alarmants sur un hôpital public à bout de souffle, elle a pesé dans le choix d'une vaste réforme du système de santé qui n'était pas dans le programme d'Emmanuel Macron. Elle dit par ailleurs avoir convaincu le chef de l'Etat de la nécessité de s'attaquer au chantier de la dépendance.

A son arrivée au ministère, la nouvelle locataire raconte avoir été surprise par la violence du monde politique. «Je suis d'un caractère réservé. Je ne cherche pas à prendre la lumière personnellement, affirme-t-elle. Mais en politique, on est obligé d'affronter les projecteurs, de faire un travail sur soi. L'action ne suffit pas, il faut hurler sur les toits.» Lors de ses premières interviews, elle n'hésitait pas à mettre en avant sa proximité avec Simone Veil, qui fut huit ans sa belle-mère, décrivant volontiers sa nomination comme «un passage de relais».



A Paris, en octobre 2017. A. BARREYRE POUR «LE MONDE»

Ceux qui la connaissent décrivent une bosseuse empathique, humaniste. Une femme déterminée – «de pouvoir» diront certains – qui a le service public chevillé au corps. «C'est une belle âme, juge Jean-Paul Delevoye, haut commissaire chargé de la réforme des retraites. Elle est sincère, elle a de l'audace et la capacité de dire les choses pour faire bouger le système. Elle n'est pas là pour gérer un passé mais construire un futur.»

Combats personnels

Au début du quinquennat, de nombreux élus de la majorité espéraient la voir incarner la «jambe gauche» du gouvernement, face aux ministres venus de la droite comme Gérard Darmanin ou Bruno Le Maire. «On a besoin d'elle», disaient-ils alors que les mesures en faveur des plus aisés se multipliaient. Mais Agnès Buzyn a refusé l'obstacle. «Elle n'a pas fait le choix de se mettre dans une case, même si cette case pouvait être utile au gouvernement», reconnaît le député (LRM) du Val-d'Oise Aurélien Taché. «J'incarne parfaitement le bien-être social, je n'ai jamais rien fait d'autre dans ma vie», répond l'intéressée.

Ce n'est pourtant pas elle qui a présenté les plans pauvreté et santé mais Emmanuel Macron. La ministre se charge du service après-vente. «C'est une chance pour un ministre d'avoir des politiques que le président souhaite assumer, estime Agnès Buzyn. Il se met en danger. Il donne un élan.» Tant pis si cela implique de rester dans l'ombre.

Pour autant, cette technicienne a déjà quelques mesures à faire valoir: elle a rendu onze vaccins obligatoires, obtenu la hausse progressive du prix du paquet de cigarettes à 10 euros, le dérem-

boursement de quatre médicaments anti-Alzheimer jugés inefficaces et ouvert la porte à celui de l'homéopathie... Sur l'alcool, qui figure parmi ses combats personnels en tant qu'ancienne présidente de l'Institut du cancer, elle a en revanche été désavouée par le président de la République en début d'année. Depuis, elle fait profil bas sur le sujet.

A l'Élysée, on la présente volontiers comme un «symbole» de ces ministres venus de la société civile pour «apporter leur savoir-faire et leurs compétences». «Agnès Buzyn est la ministre qui s'est le plus approprié le phrasé d'Emmanuel Macron, qui a parfaitement intégré le libérer et le protéger du programme, assure l'en-tourage du chef de l'Etat. En plus, elle a un regard très lucide sur elle-même, elle sait analyser ses forces et ses faiblesses, et les dépasser.»

«C'est quelqu'un d'une très grande honnêteté intellectuelle, qui ne se pousse pas du col mais ne s'excuse pas non plus de donner son avis», abonde Matignon. Un familier du ministère est plus nuancé: «Elle défend ses idées mais c'est une bonne élève. Elle a hyper intériorisé le cadre et la contrainte, et n'essaye pas de l'élar-

gir.» Spécialiste de la santé, elle l'est moins des questions sociales ou sociétales. Elle devra néanmoins monter au front prochainement. Sur le dossier explosif des retraites, la ministre est attendue au tournant. L'opposition politique et syndicale a déjà prévu d'en faire la «mère des batailles».

Corriger le tir

Il lui faudra maîtriser un sujet complexe pour éviter certaines maladroites. En juillet dans l'Hémicycle, elle avait ainsi laissé entendre, avant de corriger le tir, que les femmes ayant travaillé n'auraient plus le droit aux pensions de réversion. Pour l'heure, c'est Jean-Paul Delevoye qui est en première ligne. A lui la préparation du dossier, à elle le portage politique.

«C'est lui le ministre des retraites, Buzyn, elle n'y connaît rien et n'a pas voix au chapitre», cingle le numéro un d'une confédération syndicale. Pour faire taire les mauvaises langues, la ministre sera autour de la table, le 10 octobre, lors de la reprise de la concertation avec les partenaires sociaux.

Un autre bataille l'attend et non des moindres. La ministre de la santé aura à défendre dans les mois à venir le projet de loi bioéthique, qui devrait reprendre la promesse d'Emmanuel Macron d'ouvrir la procréation médicalement assistée (PMA) aux femmes célibataires et aux couples lesbiens. «Je ne veux pas d'une loi de combat mais que l'on se respecte, indique-t-elle. Il faut un débat apaisé, arrêter les affrontements stériles et ne pas humilier.» Face à La Manif pour tous qui fourbit déjà ses armes, Agnès Buzyn devra elle aussi affûter les siennes. ■

RAPHAËLLE BESSE DESMOULIÈRES
ET CÉDRIC PIETRALUNGA

LES DATES

1962

Naissance à Paris, le 1^{er} novembre.

2008 À 2013

Présidente du conseil d'administration de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

2011 À 2016

Présidente du conseil d'administration de l'Institut national du cancer.

2016-2017

Présidente du collège de la Haute Autorité de santé.

2017

Intègre le gouvernement d'Edouard Philippe, le 17 mai.